

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
15 janvier 2004
Français
Original: anglais

Lettre datée du 13 janvier 2004, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994

Le 19 mai 2003, le Conseil de sécurité a adopté sa résolution 1482 (2003), aux termes de laquelle il a prorogé le mandat des juges Dolenc, Maqutu, Pillay et Ostrovsky pour leur permettre de statuer sur des affaires dont ils avaient commencé à connaître avant l'expiration de leur mandat le 24 mai 2003. Au paragraphe 3 de sa résolution, le Conseil a prié le Président du Tribunal de lui communiquer, aux dates indiquées, une série de trois rapports sur l'état d'avancement de quatre affaires dont les juges concernés s'étaient occupés. Après avoir consulté les présidents des trois chambres d'instance, je vous fais tenir le troisième et dernier de ces rapports, qui était demandé pour le 15 janvier 2004.

Affaire *Cyangugu*

Le mandat des juges Dolenc et Ostrovsky a été prorogé pour qu'ils puissent statuer sur l'affaire *Cyangugu*, dans laquelle sont impliqués trois accusés en vertu de deux actes d'accusation distincts. Les parties ont présenté leurs arguments finals le 15 août 2003, ce qui a marqué la fin des audiences. La Chambre a alors commencé à délibérer et à préparer le jugement, qu'elle se propose de rendre le 25 février 2004.

Affaires *Kajelijeli* et *Kamuhanda*

Le mandat du juge Maqutu a été prorogé pour lui permettre de statuer sur les affaires *Kajelijeli* et *Kamuhanda*. Dans l'affaire *Kajelijeli*, le jugement a été rendu le 1er décembre 2003. Le 18 décembre 2003, les parties ont été informées que le jugement dans l'affaire *Kamuhanda* serait rendu le 22 janvier 2004.



Affaire des Médias

Le mandat de la juge Pillay a été prorogé pour qu'elle puisse statuer dans l'affaire des *Médias*, dans laquelle sont impliqués trois accusés. La phase du procès s'est achevée le 22 août 2003. Le jugement a été rendu le 3 décembre 2003.

Le Président du Tribunal
(*Signé*) Juge Erik **Møse**
